



JOURNAL DE MONACO

Bulletin Officiel de la Principauté

JOURNAL HEBDOMADAIRE PARAISSANT LE VENDREDI

DIRECTION - REDACTION - ADMINISTRATION MINISTÈRE D'ÉTAT - Place de la Visitation - B.P. 522 - MC 98015 MONACO CEDEX
Téléphone : 93.15.80.00 - Compte Chèque Postal 30 1947 T Marseille

| ABONNEMENT | INSERTIONS LÉGALES |
|--|--|
| 1 an (à compter du 1 ^{er} janvier) tarifs toutes taxes comprises : | la ligne, hors taxe : |
| Monaco, France métropolitaine 210,00 F | Greffe Général - Parquet Général 26,00 F |
| Etranger 255,00 F | Gérançes libres, locations gérançes 28,50 F |
| Etranger par avion 330,00 F | Commerces (cessions, etc...) 27,50 F |
| Annexe de la « Propriété Industrielle », seule .. 110,00 F | Société (Statut, convocation aux assemblées, avis financiers, etc...) 29,00 F |
| Changement d'adresse 5,30 F | Avis concernant les associations (Constitution, modifications, dissolution) 25,00 F |

SOMMAIRE

ORDONNANCES SOUVERAINES

Ordonnance Souveraine n° 9.523 du 11 juillet 1989 portant nomination d'une Sténodactylographe à la Direction du Commerce, de l'Industrie et de la Propriété Industrielle (p. 882).

Ordonnance Souveraine n° 9.537 du 8 août 1989 admettant une fonctionnaire à faire valoir, sur sa demande, ses droits à la retraite anticipée (p. 882).

Ordonnance Souveraine n° 9.540 du 9 août 1989 admettant un fonctionnaire à faire valoir ses droits à la retraite (p. 883).

Ordonnance Souveraine n° 9.541 du 9 août 1989 admettant une fonctionnaire à faire valoir, sur sa demande, ses droits à la retraite anticipée (p. 883).

Ordonnance Souveraine n° 9.543 du 10 août 1989 portant nomination d'un Inspecteur au Service des Prestations Médicales de l'État (p. 883).

Ordonnance Souveraine n° 9.544 du 10 août 1989 admettant un fonctionnaire à faire valoir ses droits à la retraite (p. 884).

Ordonnance Souveraine n° 9.546 du 10 août 1989 admettant un fonctionnaire à faire valoir ses droits à la retraite anticipée (p. 884).

Ordonnance Souveraine n° 9.547 du 10 août 1989 acceptant la démission d'un fonctionnaire (p. 885).

Ordonnance Souveraine n° 9.548 du 11 août 1989 portant naturalisation monégasque (p. 885).

Ordonnance Souveraine n° 9.549 du 14 août 1989 complétant l'ordonnance souveraine n° 2.922 du 30 novembre 1922 déterminant la nature, le montant et les conditions d'attribution des aides sociales exceptionnelles prévues par l'article 31 ter de la loi n° 453 du 27 juin 1947 (p. 886).

Ordonnance Souveraine n° 9.550 du 14 août 1989 portant application de la loi n° 1.122 du 22 décembre 1988 relative à la distribution des émissions de radiotélévision (p. 887).

ARRÊTÉS MINISTÉRIELS

Arrêté Ministériel n° 89-421 du 25 juillet 1989 plaçant une fonctionnaire en position de disponibilité (p. 887).

Arrêté Ministériel n° 89-428 du 27 juillet 1989 plaçant un agent en position de détachement auprès de l'Administration Communale (p. 887).

AVIS ET COMMUNIQUÉS

MINISTÈRE D'ÉTAT

Direction de la Fonction Publique

Avis de recrutement n° 89-169 d'un commis-archiviste à la Direction du Commerce, de l'Industrie et de la Propriété Industrielle (p. 888).

Avis de recrutement n° 89-170 d'une caissière au Stade Louis II (p. 888).

Avis de recrutement n° 89-171 d'un contrôleur à la Direction de l'Habitat (p. 888).

Avis de recrutement n° 89-172 d'un contrôleur technique au Contrôle Général des Dépenses (p. 889).

Avis de recrutement n° 89-173 d'un agent d'exploitation à l'Office des Téléphones (p. 889).

Avis de recrutement n° 89-174 d'une secrétaire sténodactylographe au Service de la Marine (p. 889).

DÉPARTEMENT DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE

Direction de l'Habitat - Service du Logement

Locaux vacants (p. 889).

DÉPARTEMENT DE L'INTÉRIEUR

Avis de recrutement d'un professeur de comptabilité et gestion dans les établissements publics de la Principauté (p. 890).

DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS ET DES AFFAIRES SOCIALES

Direction du Travail et des Affaires Sociales

Communiqué n° 89-63 du 9 août 1989 relatif à la rémunération minimale du personnel des hôtels 1 étoile, non homologué de tourisme et rattaché de tourisme sans étoile, 2 étoiles, 3 étoiles, 4 étoiles luxe et palace, à compter du 1^{er} juillet 1989 (p. 890).

MAIRIE

Avis de vacance d'emplacement au Marché de La Condamine (p. 895).

INFORMATIONS (p. 895)

INSERTIONS LEGALES ET ANNONCES (p. 896 à 899)

ORDONNANCES SOUVERAINES

Ordonnance Souveraine n° 9.523 du 11 juillet 1989 portant nomination d'une Sténodactylographe à la Direction du Commerce, de l'Industrie et de la Propriété Industrielle.

RAINIER III
PAR LA GRACE DE DIEU
PRINCE SOUVERAIN DE MONACO

Vu la loi n° 975 du 12 juillet 1975 portant statut des fonctionnaires de l'État ;

Vu Notre ordonnance n° 6.365 du 17 août 1978 fixant les conditions d'application de la loi n° 975 du 12 juillet 1975, susvisée ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 16 mars 1989 qui Nous a été communiquée par Notre Ministre d'État ;

Avons Ordonné et Ordonnons :

Mlle Véronique BRUNO est nommée dans l'emploi de Sténodactylographe à la Direction du Commerce, de l'Industrie et de la Propriété Industrielle et titularisée dans le grade correspondant (5ème classe), avec effet du 1^{er} février 1989.

Notre Secrétaire d'État, Notre Directeur des Services Judiciaires et Notre Ministre d'État sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la promulgation et de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en Notre Palais à Monaco, le onze juillet mil neuf cent quatre-vingt-neuf.

RAINIER.

Par le Prince,
P/Le Secrétaire d'État :
Le Vice-Président du Conseil d'État :
C. SOLAMITO.

Ordonnance Souveraine n° 9.537 du 8 août 1989 admettant une fonctionnaire à faire valoir, sur sa demande, ses droits à la retraite anticipée.

RAINIER III
PAR LA GRACE DE DIEU
PRINCE SOUVERAIN DE MONACO

Vu la loi n° 1.049 du 28 juillet 1982 sur les pensions de retraite des fonctionnaires, des magistrats et de certains agents publics ;

Vu la loi n° 975 du 12 juillet 1975 portant statut des fonctionnaires de l'État ;

Vu Notre ordonnance n° 3.993 du 18 mars 1968 portant nomination d'une Secrétaire sténodactylographe au Service des Statistiques et des Etudes Economiques ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 17 mai 1989 qui Nous a été communiquée par Notre Ministre d'État ;

Avons Ordonné et Ordonnons :

Mme Andrée BURINI, née FROLLA, Secrétaire sténodactylographe au Service des Statistiques et des Etudes Economiques, est admise, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite anticipée, à compter du 1^{er} septembre 1989.

Notre Secrétaire d'État, Notre Directeur des Services Judiciaires et Notre Ministre d'État sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la promulgation et de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en Notre Palais à Monaco, le huit août mil neuf cent quatre-vingt-neuf.

RAINIER.

*Par le Prince,
Le Secrétaire d'État :*
J.-C. MARQUET.

Ordonnance Souveraine n° 9.540 du 9 août 1989 admettant un fonctionnaire à faire valoir ses droits à la retraite.

RAINIER III
PAR LA GRACE DE DIEU
PRINCE SOUVERAIN DE MONACO

Vu la loi n° 1.049 du 28 juillet 1982 sur les pensions de retraite des fonctionnaires, des magistrats et de certains agents publics ;

Vu la loi n° 975 du 12 juillet 1975 portant statut des fonctionnaires de l'État ;

Vu Notre ordonnance n° 9.289 du 23 novembre 1988 portant nomination d'un Sous-brigadier ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 27 juin 1989 qui Nous a été communiquée par Notre Ministre d'État ;

Avons Ordonné et Ordonnons :

M. César DEL TAGLIA, Sous-brigadier de police, est admis à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 29 août 1989.

Notre Secrétaire d'État, Notre Directeur des Services Judiciaires et Notre Ministre d'État sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la promulgation et de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en Notre Palais à Monaco, le neuf août mil neuf cent quatre-vingt-neuf.

RAINIER.

*Par le Prince,
Le Secrétaire d'État :*
J.-C. MARQUET.

Ordonnance Souveraine n° 9.541 du 9 août 1989 admettant un fonctionnaire à faire valoir, sur sa demande, ses droits à la retraite anticipée.

RAINIER III
PAR LA GRACE DE DIEU
PRINCE SOUVERAIN DE MONACO

Vu la loi n° 1.049 du 28 juillet 1982 sur les pensions de retraite des fonctionnaires, des magistrats et de certains agents publics ;

Vu la loi n° 975 du 12 juillet 1975 portant statut des fonctionnaires de l'État ;

Vu Notre ordonnance n° 6.952 du 8 novembre 1980 portant nomination d'un Contrôleur à l'Administration des Domaines ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 21 juin 1989 qui Nous a été communiquée par Notre Ministre d'État ;

Avons Ordonné et Ordonnons :

Mme Marie-Josée SBARRATO, née PATTARONI, Contrôleur à l'Administration des Domaines, est admise, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite anticipée, à compter du 1^{er} septembre 1989.

Notre Secrétaire d'État, Notre Directeur des Services Judiciaires et Notre Ministre d'État sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la promulgation et de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en Notre Palais à Monaco, le neuf août mil neuf cent quatre-vingt-neuf.

RAINIER.

*Par le Prince,
Le Secrétaire d'État :*
J.-C. MARQUET.

Ordonnance Souveraine n° 9.543 du 10 août 1989 portant nomination d'un Inspecteur au Service des Prestations Médicales de l'État.

RAINIER III
PAR LA GRACE DE DIEU
PRINCE SOUVERAIN DE MONACO

Vu la loi n° 975 du 12 juillet 1975 portant statut des fonctionnaires de l'État ;

Vu Notre ordonnance n° 6.365 du 17 août 1978 fixant les conditions d'application de la loi n° 975 du 12 juillet 1975, susvisée ;

Vu Notre ordonnance n° 7.936 du 21 mars 1984 portant nomination d'un Contrôleur au Service des Prestations Médicales de l'État ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 5 juillet 1989 qui Nous a été communiquée par Notre Ministre d'État ;

Avons Ordonné et Ordonnons :

M. Serge MANZONE, Contrôleur au Service des Prestations Médicales de l'État, est nommé Inspecteur (4ème classe).

Cette nomination prend effet à compter du 1^{er} juillet 1989.

Notre Secrétaire d'État, Notre Directeur des Services Judiciaires et Notre Ministre d'État sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la promulgation et de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en Notre Palais à Monaco, le dix août mil neuf cent quatre-vingt-neuf.

RAINIER.

*Par le Prince,
Le Secrétaire d'État :*
J.-C. MARQUET.

Ordonnance Souveraine n° 9.544 du 10 août 1989 admettant un fonctionnaire à faire valoir ses droits à la retraite.

RAINIER III
PAR LA GRACE DE DIEU
PRINCE SOUVERAIN DE MONACO

Vu la loi n° 1.049 du 28 juillet 1982 sur les pensions de retraite des fonctionnaires, des magistrats et de certains agents publics ;

Vu la loi n° 975 du 12 juillet 1975 portant statut des fonctionnaires de l'État ;

Vu Notre ordonnance n° 4.708 du 2 avril 1971 portant nomination d'une Bibliothécaire-documentaliste au Lycée Albert 1^{er} ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 5 juillet 1989 qui Nous a été communiquée par Notre Ministre d'État ;

Avons Ordonné et Ordonnons :

Mme Antoinette SCOTTO, née MARTINI, Bibliothécaire-documentaliste au Lycée Albert 1^{er}, est admise à faire valoir ses droits à la retraite, à compter du 15 juillet 1989.

Notre Secrétaire d'État, Notre Directeur des Services Judiciaires et Notre Ministre d'État sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la promulgation et de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en Notre Palais à Monaco, le dix août mil neuf cent quatre-vingt-neuf.

RAINIER.

*Par le Prince,
Le Secrétaire d'État :*
J.-C. MARQUET.

Ordonnance Souveraine n° 9.546 du 10 août 1989 admettant un fonctionnaire à faire valoir ses droits à la retraite.

RAINIER III
PAR LA GRACE DE DIEU
PRINCE SOUVERAIN DE MONACO

Vu la loi n° 1.049 du 28 juillet 1982 sur les pensions de retraite des fonctionnaires, des magistrats et de certains agents publics ;

Vu la loi n° 1.096 du 7 août 1986 portant statut des fonctionnaires de la Commune ;

Vu Notre ordonnance n° 6.654 du 2 octobre 1979 portant nomination du Chef de Service Municipal d'Hygiène ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 12 juillet 1989 qui Nous a été communiquée par Notre Ministre d'État ;

Avons Ordonné et Ordonnons :

Mme Paulette PORELLO-CHERICI, Chef du Service Municipal d'Hygiène, est admise à faire valoir ses droits à la retraite, à compter du 27 août 1989.

Notre Secrétaire d'État, Notre Directeur des Services Judiciaires et Notre Ministre d'État sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la promulgation et de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en Notre Palais à Monaco, le dix août mil neuf cent quatre-vingt-neuf.

RAINIER.

*Par le Prince,
Le Secrétaire d'État :*
J.-C. MARQUET.

Ordonnance Souveraine n° 9.547 du 10 août 1989 acceptant la démission d'un fonctionnaire.

RAINIER III
PAR LA GRACE DE DIEU
PRINCE SOUVERAIN DE MONACO

Vu la loi n° 975 du 12 juillet 1975 portant statut des fonctionnaires de l'État ;

Vu Notre ordonnance n° 6.365 du 17 août 1978 fixant les conditions d'application de la loi n° 975 du 12 juillet 1975, susvisée ;

Vu Notre ordonnance n° 8.521 du 24 janvier 1986 portant nomination d'un Agent de police ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 12 juillet 1989 qui Nous a été communiquée par Notre Ministre d'État ;

Avons Ordonné et Ordonnons :

La démission présentée par M. Eric BODIN, Agent de police, est acceptée à compter du 1^{er} août 1989.

Notre Secrétaire d'État, Notre Directeur des Services Judiciaires et Notre Ministre d'État sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la promulgation et de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en Notre Palais à Monaco, le dix août mil neuf cent quatre-vingt-neuf.

RAINIER.

*Par le Prince,
Le Secrétaire d'État :*
J.-C. MARQUET.

Ordonnance Souveraine n° 9.548 du 11 août 1989 portant naturalisation monégasque.

RAINIER III
PAR LA GRACE DE DIEU
PRINCE SOUVERAIN DE MONACO

Vu la requête qui Nous a été présentée par la dame Denise, Pierre CASSAMALI, tendant à son admission parmi Nos Sujets ;

Vu la Constitution du 17 décembre 1962 ;

Vu les articles 9, 10 et 21 du Code civil ;

Vu l'article 25 paragraphe 2 de l'ordonnance organique du 9 mars 1918 ;

Vu Notre ordonnance n° 403 du 15 mai 1951, modifiée ;

Sur le rapport de Notre Directeur des Services Judiciaires ;

Notre Conseil de la Couronne entendu ;

Avons Ordonné et Ordonnons :

La dame Denise, Pierrette CASSAMALI, née le 26 février 1940 à Monaco, est naturalisée monégasque.

Elle sera tenue et réputée comme telle et jouira de tous les droits et prérogatives attachés à cette qualité, dans les conditions prévues par l'article 21 du Code civil.

Notre Secrétaire d'État, Notre Directeur des Services Judiciaires et Notre Ministre d'État sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la promulgation et de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en Notre Palais à Monaco, le onze août mil neuf cent quatre-vingt-neuf.

RAINIER.

Par le Prince,
Le Secrétaire d'État :
J.-C. MARQUET.

Ordonnance Souveraine n° 9.549 du 14 août 1989 complétant l'ordonnance souveraine n° 2.922 du 30 novembre 1962 déterminant la nature, le montant et les conditions d'attribution des aides sociales exceptionnelles prévues par l'article 31 ter de la loi n° 455 du 27 juin 1947.

RAINIER III
PAR LA GRACE DE DIEU
PRINCE SOUVERAIN DE MONACO

Vu la loi n° 455 du 27 juin 1947 sur les retraites des salariés, modifiée ;

Vu Notre ordonnance n° 3.731 du 28 juillet 1948 fixant les modalités d'application de la loi n° 455 du 27 juin 1947 ;

Vu Notre ordonnance n° 2.922 du 30 novembre 1962 déterminant la nature, le montant et les conditions d'attribution des aides sociales exceptionnelles prévues par l'article 31 ter de la loi n° 455 du 27 juin 1947, modifiée ;

Vu les avis émis par les Comités de Contrôle et Financier de la Caisse Autonome des Retraites lors de leurs réunions tenues respectivement les 21 et 23 mars 1989 ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 20 juillet 1989 qui Nous a été communiquée par Notre Ministre d'État ;

Avons Ordonné et Ordonnons :

ARTICLE PREMIER

L'article premier de Notre ordonnance n° 2.922 du 30 novembre 1962 est complété comme suit :

« 3e - d'une allocation complémentaire de retraite uniforme ».

ART. 2.

Le chapitre III de Notre ordonnance n° 2.922 du 30 novembre 1962 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« CHAPITRE III »

« Article 11 : Les titulaires d'une pension de retraite uniforme servie par la Caisse Autonome des Retraites peuvent bénéficier d'une allocation complémentaire dite « de retraite uniforme », lorsque :

« - ils ne bénéficient ni d'une pension de retraite proportionnelle servie par la Caisse Autonome des Retraites ni d'aucune pension servie par un régime légal de retraite monégasque ou à l'étranger ;

« - le plafond de ressources dont le retraité a disposé au cours de l'exercice précédent celui au cours duquel l'allocation est servie n'excède pas vingt-quatre fois le salaire de base pour un couple ou douze fois le même salaire de base pour une personne seule ».

« Article 12 : Le montant de l'allocation est égal au produit de la valeur du point de retraite par la différence entre le nombre de points acquis par les intéressés, sur la base de 1,25 points par mois validé, et le nombre de points qui leur aurait été crédité si cette validation était intervenue sur la base de 2 points par mois.

« Soit :

« Allocation = mois validés × 0,75 × valeur du point ».

ART. 3.

Il est ajouté à Notre ordonnance n° 2.922 du 30 novembre 1962, un chapitre IV ainsi libellé :

« CHAPITRE IV »

« Article 13 : Pour être recevables, les demandes d'allocation-décès doivent être présentées dans les douze mois qui suivent de date à date le décès.

« Les demandes d'allocation pour conjoint doivent être présentées, sous peine de forclusion, avant le 31 octobre de chaque année.

« Les demandes d'allocation complémentaire de retraite uniforme doivent être adressées par les personnes remplissant les conditions prévues à l'article 11, dans les trois mois suivant la date de la promulgation de la présente ordonnance ».

« Article 14 : Les dispositions de la présente ordonnance seront applicables aux employeurs visés à l'article 34 de la loi n° 455 du 27 juin 1947, susvisée, qui ont organisé un service particulier de retraite dans la mesure où les sommes versées par ce service particulier, y compris celles dues à titre de pension, sont inférieures à celles revenant aux retraités du régime général au titre de la pension et des aides sociales exceptionnelles ».

ART. 4.

Notre Secrétaire d'État, Notre Directeur des Services Judiciaires et Notre Ministre d'État sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la promulgation et de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en Notre Palais à Monaco, le quatorze août mil neuf cent quatre-vingt-neuf.

RAINIER.

*Par le Prince,
Le Secrétaire d'État :*
J.-C. MARQUET.

Ordonnance Souveraine n° 9.550 du 14 août 1989 portant application de la loi n° 1.122 du 22 décembre 1988 relative à la distribution des émissions de radiotélévision.

RAINIER III
PAR LA GRACE DE DIEU
PRINCE SOUVERAIN DE MONACO

Vu la loi n° 1.122 du 22 décembre 1988 relative à la distribution des émissions de radiotélévision ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 20 juillet 1989 qui Nous a été communiquée par Notre Ministre d'État ;

Avons Ordonné et Ordonnons :

La distribution des ondes radioélectriques aux utilisateurs d'appareils de radiodiffusion sonore ou visuelle est assurée à dater du 1^{er} septembre 1989 pour le secteur de Fontvieille.

Notre Secrétaire d'État, Notre Directeur des Services Judiciaires et Notre Ministre d'État sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la promulgation et de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en Notre Palais à Monaco, le quatorze août mil neuf cent quatre-vingt-neuf.

RAINIER.

*Par le Prince,
Le Secrétaire d'État :*
J.-C. MARQUET.

ARRÊTÉS MINISTÉRIELS

Arrêté Ministériel n° 89-421 du 25 juillet 1989 plaçant une fonctionnaire en position de disponibilité.

Nous, Ministre d'État de la Principauté,

Vu la loi n° 975 du 12 juillet 1975 portant statut des fonctionnaires de l'État ;

Vu l'ordonnance souveraine n° 6.365 du 17 août 1978 fixant les conditions d'application de la loi n° 975 du 12 juillet 1975 ;

Vu l'ordonnance souveraine n° 7.154 du 14 juillet 1981 portant nomination d'un Commis à la Direction des Services Fiscaux ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 21 juin 1989 ;

Arrêtons :**ARTICLE PREMIER**

Mlle Catherine LEVAME, Commis à la Direction des Services Fiscaux, est placée, sur sa demande, en position de disponibilité pour une période d'un an, à compter du 1^{er} septembre 1989.

ART. 2.

Le Secrétaire général du Ministère d'État et le Directeur de la Fonction Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Monaco, en l'Hôtel du Gouvernement, le vingt-cinq juillet mil neuf cent quatre-vingt-neuf.

*Le Ministre d'État,
J. AUSSEIL.*

Arrêté Ministériel n° 89-428 du 27 juillet 1989 plaçant un agent en position de détachement auprès de l'Administration Communale.

Nous, Ministre d'État de la Principauté,

Vu la loi n° 975 du 12 juillet 1975 portant statut des fonctionnaires de l'État ;

Vu l'ordonnance souveraine n° 6.365 du 17 août 1978 fixant les conditions d'application de la loi n° 975 du 12 juillet 1975, susvisée ;

Vu l'ordonnance souveraine n° 8.549 du 27 février 1986 portant nomination d'un Commis-comptable à la Direction du Budget et du Trésor ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 27 juin 1989 ;

Arrêtons :**ARTICLE PREMIER**

Mme Christine CASTELLINO, née SEMERIA, Commis-comptable à la Direction du Budget et du Trésor, est détachée, sur sa demande, auprès de l'Administration Communale à compter du 1^{er} septembre 1989, pour une durée d'une année.

ART. 2.

Le Secrétaire général du Ministère d'État et le Directeur de la Fonction Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Monaco, en l'Hôtel du Gouvernement, le ving-sept juillet mil neuf cent quatre-vingt-neuf.

Le Ministre d'État,
J. AUSSEIL.

AVIS ET COMMUNIQUÉS

MINISTÈRE D'ÉTAT

Direction de la Fonction Publique

Avis de recrutement n° 89-169 d'un commis-archiviste à la Direction du Commerce, de l'Industrie et de la Propriété Industrielle.

La Direction de la Fonction Publique fait savoir qu'il va être procédé au recrutement d'un commis-archiviste à la Direction du Commerce, de l'Industrie et de la Propriété Industrielle.

La durée de l'engagement sera d'une année, la période d'essai étant de trois mois.

L'échelle indiciaire afférente à la fonction a pour indices majorés extrêmes 255-307.

Les conditions à remplir par les candidats sont les suivantes :

- être titulaire du baccalauréat G1,
- justifier, de préférence, d'une expérience professionnelle en matière de classement.

Les candidats devront adresser à la Direction de la Fonction Publique - Boîte postale n° 522 - MC 98015 Monaco-Cédex - dans un délai de dix jours à compter de la publication du présent avis au « Journal de Monaco », un dossier comprenant les pièces suivantes :

- une demande sur papier libre, accompagnée d'une photo d'identité,
- une fiche de renseignements (à retirer à la Direction de la Fonction Publique) dûment remplie,
- un extrait de l'acte de naissance ou fiche individuelle d'état civil,
- un extrait du casier judiciaire,
- une copie certifiée conforme des titres et références présentés,
- un certificat de nationalité (pour les personnes de nationalité monégasque).

Le candidat retenu sera celui présentant les titres et références les plus élevés, sous réserve de la priorité légale d'emploi accordée aux candidats de nationalité monégasque.

Avis de recrutement n° 89-170 d'une caissière au Stade Louis II.

La Direction de la Fonction Publique fait savoir qu'il va être procédé au recrutement d'une caissière au Stade Louis II.

La durée de l'engagement sera d'une année, la période d'essai étant de trois mois.

L'échelle indiciaire afférente à la fonction a pour indices majorés extrêmes 255-307.

Les conditions à remplir par les candidates sont les suivantes :

- être âgée de 21 ans au moins à la date de publication du présent avis au « Journal de Monaco »,
- présenter des références en matière de tenue de caisse,
- posséder, si possible, des notions de secourisme.

Les candidates devront adresser à la Direction de la Fonction Publique - Boîte postale n° 522 - MC 98015 Monaco-Cédex - dans un délai de dix jours à compter de la publication du présent avis au « Journal de Monaco », un dossier comprenant les pièces suivantes :

- une demande sur papier libre, accompagnée d'une photo d'identité,
- une fiche de renseignements (à retirer à la Direction de la Fonction Publique) dûment remplie,
- un extrait de l'acte de naissance ou fiche individuelle d'état civil,
- un extrait du casier judiciaire,
- une copie certifiée conforme des titres et références présentés,
- un certificat de nationalité (pour les personnes de nationalité monégasque).

La candidate retenue sera celle présentant les titres et références les plus élevés, sous réserve de la priorité légale d'emploi accordée aux candidates de nationalité monégasque.

Avis de recrutement n° 89-171 d'un contrôleur à la Direction de l'Habitat.

La Direction de la Fonction Publique fait savoir qu'il va être procédé au recrutement d'un contrôleur à la Direction de l'Habitat.

La durée de l'engagement sera de trois ans, la période d'essai étant de six mois.

L'échelle indiciaire afférente à la fonction a pour indices majorés extrêmes 255-307.

Les conditions à remplir par les candidats sont les suivantes :

- être âgé de 30 ans au moins à la date de publication du présent avis au « Journal de Monaco »,
- être titulaire d'une capacité en droit,
- justifier de bonnes connaissances en matière de législation sur le logement.

Les candidats devront adresser à la Direction de la Fonction Publique - Boîte postale n° 522 - MC 98015 Monaco-Cédex - dans un délai de dix jours à compter de la publication du présent avis au « Journal de Monaco », un dossier comprenant les pièces suivantes :

- une demande sur papier libre, accompagnée d'une photo d'identité,
- une fiche de renseignements (à retirer à la Direction de la Fonction Publique) dûment remplie,
- un extrait de l'acte de naissance ou fiche individuelle d'état civil,
- un extrait du casier judiciaire,
- une copie certifiée conforme des titres et références présentés,
- un certificat de nationalité (pour les personnes de nationalité monégasque).

Le candidat retenu sera celui présentant les titres et références les plus élevés, sous réserve de la priorité légale d'emploi accordée aux candidats de nationalité monégasque.

Avis de recrutement n° 89-172 d'un contrôleur technique au Contrôle Général des Dépenses.

La Direction de la Fonction Publique fait savoir qu'il va être procédé au recrutement d'un contrôleur technique au Contrôle Général des Dépenses.

La durée de l'engagement sera de trois ans, la période d'essai étant de six mois.

L'échelle indiciaire afférente à la fonction a pour indices majorés extrêmes 277-468.

Les conditions à remplir par les candidats sont les suivantes :

- être âgé de 30 ans au moins à la date de publication du présent avis au « Journal de Monaco »,

- posséder un diplôme de technicien-mètreur,

- justifier d'une pratique approfondie de la vérification des mètres et des décomptes de travaux tous corps d'état (devis, mémoires ou situations) et d'une ancienneté d'au moins trois ans dans l'Administration,

- avoir une expérience en matière de chantiers.

Les candidats devront adresser à la Direction de la Fonction Publique - Boîte postale n° 522 - MC 98015 Monaco-Cédex - dans un délai de dix jours à compter de la publication du présent avis au « Journal de Monaco », un dossier comprenant les pièces suivantes :

- une demande sur papier libre, accompagnée d'une photo d'identité,

- une fiche de renseignements (à retirer à la Direction de la Fonction Publique) dûment remplie,

- un extrait de l'acte de naissance ou fiche individuelle d'état civil,

- un extrait du casier judiciaire,

- une copie certifiée conforme des titres et références présentés,

- un certificat de nationalité (pour les personnes de nationalité monégasque).

Le candidat retenu sera celui présentant les titres et références les plus élevés, sous réserve de la priorité légale d'emploi accordée aux candidats de nationalité monégasque.

Avis de recrutement n° 89-173 d'un agent d'exploitation à l'Office des Téléphones.

La Direction de la Fonction Publique fait savoir qu'il va être procédé au recrutement d'un agent d'exploitation à l'Office des Téléphones.

La durée de l'engagement sera de trois ans, la période d'essai étant de six mois.

L'échelle indiciaire afférente à la fonction a pour indices majorés extrêmes 240-307.

Les conditions à remplir par les candidat(e)s sont les suivantes :

- être âgé(e) de 35 ans au plus à la date de publication du présent avis au « Journal de Monaco »,

- posséder le Baccalauréat G ou justifier d'un niveau de formation équivalent.

Une expérience professionnelle en matière de comptabilité est souhaitée.

Les candidat(e)s devront adresser à la Direction de la Fonction Publique - Boîte postale n° 522 - MC 98015 Monaco-Cédex - dans un

délai de dix jours à compter de la publication du présent avis au « Journal de Monaco », un dossier comprenant les pièces suivantes :

- une demande sur papier libre, accompagnée d'une photo d'identité,

- une fiche de renseignements (à retirer à la Direction de la Fonction Publique) dûment remplie,

- un extrait de l'acte de naissance ou fiche individuelle d'état civil,

- un extrait du casier judiciaire,

- une copie certifiée conforme des titres et références présentés,

- un certificat de nationalité (pour les personnes de nationalité monégasque).

Le(a) candidat(e) retenu(e) sera celui(elle) présentant les titres et références les plus élevés, sous réserve de la priorité légale d'emploi accordée aux candidats de nationalité monégasque.

Avis de recrutement n° 89-174 d'une secrétaire sténodactylographe au Service de la Marine.

La Direction de la Fonction Publique fait savoir qu'il va être procédé au recrutement d'une secrétaire sténodactylographe au Service de la Marine.

La durée de l'engagement sera d'une année, la période d'essai étant de trois mois.

L'échelle indiciaire afférente à la fonction a pour indices majorés extrêmes 240-307.

Les conditions à remplir par les candidates sont les suivantes :

- être titulaire d'un diplôme du premier cycle de l'enseignement du second degré ou posséder une formation générale ou technique s'établissant au niveau de ce diplôme,

- justifier de très bonnes références en matière de sténodactylographie et notamment dans l'utilisation des machines à traitement de textes, ainsi que dans la saisie de données informatiques,

- posséder une bonne connaissance de la langue anglaise, et si possible d'une autre langue étrangère,

- justifier d'une expérience professionnelle en matière de classement et d'archivage du courrier.

Les candidates devront adresser à la Direction de la Fonction Publique - Boîte postale n° 522 - MC 98015 Monaco-Cédex - dans un délai de dix jours à compter de la publication du présent avis au « Journal de Monaco », un dossier comprenant les pièces suivantes :

- une demande sur papier libre, accompagnée d'une photo d'identité,

- une fiche de renseignements (à retirer à la Direction de la Fonction Publique) dûment remplie,

- un extrait de l'acte de naissance ou fiche individuelle d'état civil,

- un extrait du casier judiciaire,

- une copie certifiée conforme des titres et références présentés,

- un certificat de nationalité (pour les personnes de nationalité monégasque).

La candidate retenue sera celle présentant les titres et références les plus élevés, sous réserve de la priorité légale d'emploi accordée aux candidates de nationalité monégasque.

DÉPARTEMENT DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE

Direction de l'Habitat - Service du Logement.

Locaux vacants.

Les personnes inscrites en qualité de protégées aux termes de la loi n° 1.118 du 18 juillet 1988, relative aux conditions de location de certains locaux à usage d'habitation sont informées de la vacance ces appartements suivants :

- 24, boulevard du Jardin Exotique, 1^{er} sous-sol à droite, composé de 2 pièces, cuisine, salle de bains, w.c., terrasse, cave à l'étage.

Le montant du loyer mensuel est de 5.000 F.

Le délai d'affichage de cet appartement court du 16 août au 4 septembre 1989.

- 22, rue Bellevue, 1^{er} sous-sol, composé de 3 pièces, cuisine, salle de bains, w.c., terrasse.

Le montant du loyer mensuel est de 6.000 F.

Le délai d'affichage de cet appartement court du 18 août au 6 septembre 1989.

DÉPARTEMENT DE L'INTÉRIEUR

Avis de recrutement d'un professeur de comptabilité et gestion dans les établissements publics de la Principauté.

La Direction de la Fonction Publique fait connaître qu'un emploi de professeur de comptabilité et gestion est vacant dans les établissements publics de la Principauté (Lycée Albert 1^{er} - classes de second cycle et de B.T.S. -) à compter de la rentrée scolaire du 11 septembre 1989.

La durée de l'engagement sera d'une année scolaire avec possibilité de renouvellement.

Les conditions à remplir sont les suivantes :

- être âgé(e) de 21 ans au moins à la date de publication du présent avis au « Journal de Monaco ».

- être titulaire du Certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement technique (C.A.P.E.T. D2) - sciences et techniques économiques, gestion des entreprises et des collectivités,

ou à défaut

- d'une maîtrise des sciences de gestion ou de diplômes équivalents permettant l'enseignement de la comptabilité et de la gestion ;

- justifier si possible d'une expérience de l'enseignement.

Les personnes intéressées devront adresser à la Direction de la Fonction Publique - Boîte postale n° 522 - MC 98015 Monaco-Cédex - dans un délai de sept jours à compter de la publication du présent avis au « Journal de Monaco », un dossier comprenant les pièces suivantes :

- une demande sur papier libre, accompagnée d'une photo d'identité,

- une fiche de renseignements (à retirer à la Direction de la Fonction Publique) dûment remplie,

- un extrait de l'acte de naissance ou fiche individuelle d'état civil.

- un extrait du casier judiciaire,

- une copie certifiée conforme des titres et références présentés,

- un certificat de nationalité (pour les personnes de nationalité monégasque).

La personne retenue sera celle présentant les titres et références les plus élevés, sous réserve de la priorité légale d'emploi accordée aux candidat(e)s de nationalité monégasque.

DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLIQUES ET DES AFFAIRES SOCIALES

Direction du Travail et des Affaires Sociales

Communiqué n° 89-63 du 9 août 1989 relatif à la rémunération minimale du personnel des hôtels 1 étoile, non homologué de tourisme et rattaché de tourisme sans étoile, 2 étoiles, 3 étoiles, 4 étoiles luxe et palace, à compter du 1^{er} juillet 1989.

Il est porté à la connaissance des partenaires sociaux que dans la région économique voisine à laquelle fait référence la loi n° 739 du 16 mars 1963 sur le salaire, modifiée par la loi n° 1.066 du 28 décembre 1983, les salaires minima du personnel des hôtels 1 étoile - non homologué de tourisme et rattaché de tourisme sans étoile, 2 étoiles, 3 étoiles, 4 étoiles, 4 étoiles luxe et palace, ont été revalorisés à compter du 1^{er} juillet 1989.

Cette revalorisation est intervenue comme indiqué dans les barèmes ci-après.

GRILLE DE SALAIRES APPLICABLES A COMPTER DU 1^{er} JUILLET 1989

CATEGORIE : 1 ETOILE - NON HOMOLOGUE ET HOTEL RATTACHE

Un jour et demi de repos hebdomadaire
100 points : 4.879,00

| Coeff. | Personnel au fixe Point à 0,50 | Personnel au pourboire | |
|--------|-----------------------------------|------------------------|-----------------|
| | | Point à 0,25 | Sent. Piens 12% |
| 100 | 4.879,00 | 4.879,00 | 585,48 |
| 105 | 4.881,50 | 4.880,25 | 585,63 |
| 110 | 4.884,00 | 4.881,50 | 585,78 |
| 115 | 4.886,50 | 4.882,75 | 585,93 |
| 120 | 4.889,00 | 4.884,00 | 586,08 |
| 125 | 4.891,50 | 4.885,25 | 586,23 |
| 130 | 4.894,00 | 4.886,50 | 586,38 |
| 135 | 4.896,50 | 4.887,75 | 586,53 |
| 140 | 4.899,00 | 4.889,00 | 586,68 |

| Coeff. | Personnel au fixe Point à 0,50 | Personnel au pourboire | |
|--------|-----------------------------------|------------------------|-----------------|
| | | Point à 0,25 | Sent. Piens 12% |
| 145 | 4.901,50 | 4.890,25 | 586,83 |
| 150 | 4.904,00 | 4.891,50 | 586,98 |
| 155 | 4.906,50 | 4.892,75 | 587,13 |
| 160 | 4.909,00 | 4.894,00 | 587,28 |
| 165 | 4.911,50 | 4.895,25 | 587,43 |
| 170 | 4.914,00 | 4.896,50 | 587,58 |
| 175 | 4.916,50 | 4.897,75 | 587,73 |
| 180 | 4.919,00 | 4.899,00 | 587,88 |
| 185 | 4.921,50 | 4.900,25 | 588,03 |
| 190 | 4.924,00 | 4.901,50 | 588,18 |
| 195 | 4.926,50 | 4.902,75 | 588,33 |
| 200 | 4.929,00 | 4.904,00 | 588,48 |
| 220 | 4.939,00 | 4.909,00 | 589,08 |
| 240 | 4.949,00 | 4.914,00 | 589,68 |
| 260 | 4.959,00 | 4.919,00 | 590,28 |
| 270 | 4.964,00 | 4.921,50 | 590,58 |
| 280 | 4.969,00 | 4.924,00 | 590,88 |
| 290 | 4.974,00 | 4.926,50 | 591,18 |
| 300 | 4.979,00 | 4.929,00 | 591,48 |
| 320 | 4.989,00 | 4.934,00 | 592,08 |

Nourriture : A tous ces salaires de base il faut ajouter la nourriture soit : 30,86 x 24 jours ouvrés = 740,64 francs.

Logement : La valeur du logement est portée à 308,60 francs à compter du 1^{er} juillet 1989.

GRILLE DE SALAIRES APPLICABLES A COMPTER DU 1^{er} JUILLET 1989

SALAIRES MENSUELS

CATEGORIES : 1 ETOILE - NON HOMOLOGUE DE TOURISME - RATTACHE DE TOURISME SANS ETOILE

Un jour et demi de repos hebdomadaire

| Emplois | Salaire de base | S. Piens 12 % | Nourriture | Total |
|--|-----------------|---------------|------------|----------|
| Veilleurs de nuit faisant fonction de concierge - Coef. : 150 <i>Semaine de 52 heures réparties en :</i> | | | | |
| 6 jours : 8 h 45 mn par nuit (26 jours) | 5.088,00 | 610,56 | 678,92 | 6.377,48 |
| ou 5 jours : 10 h 25 mn par nuit (22 jours) | | | | |
| Alternativement | | | | |

*** A TITRE INDICATIF (en vous conformant à la législation en vigueur)

Semaine de 60 heures

réparties en :

| | Salaire de base | Heures Sup. | S.P. 12% | Nourriture | Total |
|--|-----------------|-------------|----------|------------|----------|
| 6 jours : 10 h par nuit ou 5 jours : 12 h par nuit | 5.028,00 | 949,00 | 717,24 | 802,36 | 7.496,60 |
| ou 5 jours : 12 h par nuit | 5.088,00 | 960,00 | 725,76 | 672,92 | 7.446,78 |

Semaine de 61 h

réparties en :

| | Salaire de base | Heures Sup. | S.P. 12% | Nourriture | Total |
|--|-----------------|-------------|----------|------------|----------|
| 6 jours : 10 h 10 mn par nuit ou 5 jours : 12 h 12 mn par nuit | 5.028,00 | 1.085,00 | 733,56 | 802,36 | 7.648,92 |
| | 5.088,00 | 1.096,00 | 742,08 | 672,92 | 7.599,00 |

| Femmes de chambre : | Base | S.P. 12% | Nour. | Total |
|--|----------|----------|--------|----------|
| Coef. 115 - 2 ans de pratique | 4.882,75 | 585,93 | 740,64 | 6.209,32 |
| Coef. 130 + 2 ans de pratique | 4.886,50 | 586,38 | 740,64 | 6.213,52 |
| Coef. 145 + 3 ans de pratique | 4.890,25 | 586,83 | 740,64 | 6.217,72 |
| Filles de salles : Coef. 155 | 4.892,75 | 587,13 | 740,64 | 6.220,52 |

Salaires horaires :

(personnel à plein temps - équivalences comprises)

| Femmes de chambre (S.P. 12% comprise) (Coef. 145) | Femmes de ménage (Pas de sentence Piens) (Coef. 100) | | |
|---|--|-------|-------|
| Non nourrie | Non nourrie | 35,45 | 32,01 |
| Nourrie un repas | Nourrie un repas | 33,36 | 29,91 |
| Nourrie deux repas | Nourrie deux repas | 31,25 | 27,78 |

GRILLE DES SALAIRES APPLICABLES A COMPTER DU 1^{er} JUILLET 1989

BAREME CUISINE

CATEGORIE : 2 ETOILES - 1 ETOILE

NON HOMOLOGUE DE TOURISME ET

RATTACHE DE TOURISME SANS ETOILE

Un jour et demi de repos hebdomadaire

100 points : 5.203,00

| Emplois | Coef. | Point à 2,40 |
|--|-------|--------------|
| Chef de cuisine ayant sous ses ordres : | | |
| - de 20 à 30 personnes | 460 | De gré à gré |
| - de 10 à 20 personnes | 400 | De gré à gré |
| - moins de 10 personnes | 345 | 5.791 |
| Pâtissier seul - Chef de partie - Saucier | 270 | 5.611 |
| Sous-chef de cuisine | 330 | 5.755 |
| - 3 personnes sous ses ordres | | |
| Chef pâtissier | 330 | 5.755 |
| Chef de cuisine travaillant seul | 270 | 5.611 |
| Cuisinier travaillant seul ou sous l'autorité du patron assurant effectivement le travail d'un chef de cuisine | 220 | 5.491 |
| | | Point à 1,00 |
| Commis de cuisine : | | |
| de + de 3 ans de métier | 210 | 5.313 |
| de + de 2 ans de métier | 185 | 5.288 |
| de - de 2 ans de métier | 160 | 5.263 |

Prime de blanchissage et de salissure :

| | |
|-----------------|--------------------|
| - Veste blanche | 50 francs par mois |
| - Cuisinier | 50 francs par mois |
| - Salissure | 30 francs par mois |

Nourriture : A tous ces salaires de base il faut ajouter la valeur de la nourriture, soit 30,86 x 24 jours ouvrés = 740,64 francs.

Logement : La valeur du logement est portée à 308,60 francs à compter du 1^{er} juillet 1989.

GRILLE DE SALAIRES APPLICABLES A COMPTER DU 1^{er} JUILLET 1989

CATEGORIE : 2 ETOILES

Un jour et demi de repos hebdomadaire

100 points : 4.879,00

| Coeff. | Personnel au fixe Point à 0,70 | Personnel au pourboire | |
|--------|-----------------------------------|------------------------|-----------------|
| | | Point à 0,35 | Sent. Piens 12% |
| 100 | 4.879,00 | 4.879,00 | 585,48 |
| 105 | 4.882,50 | 4.880,70 | 585,69 |
| 110 | 4.886,00 | 4.882,50 | 585,90 |
| 115 | 4.889,50 | 4.884,25 | 586,11 |
| 120 | 4.893,00 | 4.886,00 | 586,32 |
| 125 | 4.896,50 | 4.887,75 | 586,53 |
| 130 | 4.900,00 | 4.889,50 | 586,74 |
| 135 | 4.903,50 | 4.891,25 | 586,95 |

| Coef. | Personnel au fixe Point à 0,70 | Personnel au pourboire | |
|-------|-----------------------------------|------------------------|-----------------|
| | | Point à 0,35 | Sent. Piens 12% |
| 140 | 4.907,00 | 4.893,00 | 587,16 |
| 145 | 4.910,50 | 4.894,75 | 587,37 |
| 150 | 4.914,00 | 4.896,50 | 587,58 |
| 155 | 4.917,50 | 4.898,25 | 587,79 |
| 160 | 4.921,00 | 4.900,00 | 588,00 |
| 165 | 4.924,50 | 4.901,75 | 588,21 |
| 170 | 4.928,00 | 4.903,50 | 588,42 |
| 175 | 4.931,50 | 4.905,25 | 588,63 |
| 180 | 4.935,00 | 4.907,00 | 588,94 |
| 185 | 4.938,50 | 4.908,75 | 589,05 |
| 190 | 4.942,00 | 4.910,50 | 589,26 |
| 195 | 4.945,50 | 4.912,25 | 589,47 |
| 200 | 4.949,00 | 4.914,00 | 589,68 |
| 220 | 4.963,00 | 4.921,00 | 590,52 |
| 240 | 4.977,00 | 4.928,00 | 591,36 |
| 260 | 4.991,00 | 4.935,00 | 592,20 |
| 270 | 4.998,00 | 4.938,50 | 592,62 |
| 280 | 5.005,00 | 4.942,00 | 593,04 |
| 290 | 5.012,00 | 4.945,50 | 593,46 |
| 300 | 5.019,00 | 4.949,00 | 593,88 |
| 320 | 5.033,00 | 4.956,00 | 594,72 |

Nourriture : A tous ces salaires de base il faut ajouter la valeur de la nourriture soit : $30,86 \times 24$ jours ouvrés = 740,64 francs.

Logement : A compter du 1^{er} juillet 1989 la valeur du logement est portée à 308,60 francs.

GRILLE DE SALAIRES APPLICABLES A COMPTER DU 1^{er} JUILLET 1989

SALAIRES MENSUELS

CATEGORIE : 2 ETOILES

Un jour et demi de repos hebdomadaire

| Emplois | Salaire de base | S. Piens 12 % | Nourri- ture | Total |
|--|--------------------|------------------|-----------------|----------|
| <i>Veilleurs de nuit faisant fonction de concierge - Coef. : 150</i> | | | | |
| <i>Semaine de 52 heures réparties en :</i> | | | | |
| 6 jours : | | | | |
| 8 h 45 mn | | | | |
| par nuit | | | | |
| (26 jours) | 5.095,00 | 611,40 | 740,64 | 6.447,04 |
| ou | | | | |
| 5 jours : | | | | |
| 10 h 25 mn | | | | |
| par nuit | | | | |
| (22 jours) | | | | |
| Alternativement | | | | |
| *** A TITRE INDICATIF (en vous conformant à la législation en vigueur) | | | | |
| <i>Semaine de 60 heures réparties en :</i> | | | | |
| 5 jours : | | | | |
| 12 h | | | | |
| par nuit | 5.095,00 | 962,00 | 726,84 | 7.462,76 |
| ou | | | | |
| 6 jours : | | | | |
| 10 h | | | | |
| par nuit | 5.035,00 | 950,00 | 718,20 | 7.505,56 |
| <i>Semaine de 61 h réparties en :</i> | | | | |
| 5 jours : | | | | |
| 12 h 12 mn | | | | |
| par nuit | 5.095,00 | 1.098,25 | 748,10 | 7.615,36 |
| ou | | | | |
| 6 jours : | | | | |
| 10 h 10 mn | | | | |
| par nuit | 5.035,00 | 1.083,40 | 734,20 | 7.654,96 |

| <i>Femmes de chambre :</i> | Base | S.P. 12% | Nour. | Total |
|-------------------------------|----------|----------|--------|----------|
| Coef. 115 - 2 ans de pratique | 4.884,25 | 585,11 | 740,64 | 6.211,00 |
| Coef. 130 + 2 ans de pratique | 4.889,50 | 586,74 | 740,64 | 6.216,88 |
| Coef. 145 + 3 ans de pratique | 4.894,75 | 587,37 | 740,64 | 6.222,76 |

| <i>Filles de salles :</i> | | | | |
|---------------------------|----------|--------|--------|----------|
| Coef. 155 | 4.898,25 | 587,79 | 740,64 | 6.226,68 |

Salaires horaires :

personnel à plein temps - H. équivalences comprises

| <i>Femmes de chambre</i> (S.P. 12% comprise) (Coef. 145) | <i>Femmes de ménage</i> (Pas de sentence Piens) (Coef. 100) | | |
|--|---|--------------------|-------|
| Non nourrie | 35,48 | Non nourrie | 32,04 |
| Nourrie un repas | 33,35 | Nourrie un repas | 29,91 |
| Nourrie deux repas | 31,25 | Nourrie deux repas | 27,78 |

GRILLE DE SALAIRES APPLICABLES A COMPTER DU 1^{er} JUILLET 1989

CATEGORIE : 3 ETOILES

Un jour et demi de repos hebdomadaire

100 points : 5.004,00

| Coef. | Personnel au fixe Point à 3,10 | Personnel au pourboire | |
|-------|-----------------------------------|------------------------|-----------------|
| | | Point à 2,20 | Sent. Piens 15% |
| 100 | 5.004,00 | 5.004,00 | 750,60 |
| 110 | 5.035,00 | 5.026,00 | 753,90 |
| 115 | 5.051,00 | 5.037,00 | 755,55 |
| 120 | 5.066,00 | 5.048,00 | 757,20 |
| 125 | 5.082,00 | 5.059,00 | 758,85 |
| 130 | 5.097,00 | 5.070,00 | 760,50 |
| 135 | 5.113,00 | 5.081,00 | 762,15 |
| 140 | 5.128,00 | 5.092,00 | 763,80 |
| 145 | 5.144,00 | 5.103,00 | 765,45 |
| 150 | 5.159,00 | 5.114,00 | 767,10 |
| 155 | 5.175,00 | 5.125,00 | 768,75 |
| 160 | 5.190,00 | 5.136,00 | 770,40 |
| 165 | 5.206,00 | 5.147,00 | 772,05 |
| 170 | 5.221,00 | 5.158,00 | 773,70 |
| 175 | 5.237,00 | 5.169,00 | 775,35 |
| 180 | 5.252,00 | 5.180,00 | 777,00 |
| 185 | 5.268,00 | 5.191,00 | 778,65 |
| 190 | 5.283,00 | 5.202,00 | 780,30 |
| 195 | 5.299,00 | 5.213,00 | 781,95 |
| 200 | 5.314,00 | 5.224,00 | 783,60 |
| 220 | 5.376,00 | 5.268,00 | 790,20 |
| 260 | 5.500,00 | 5.356,00 | 803,40 |
| 270 | 5.531,00 | 5.378,00 | 803,70 |
| 280 | 5.562,00 | 5.400,00 | 810,00 |
| 320 | 5.686,00 | 5.488,00 | 823,20 |
| 330 | 5.717,00 | 5.510,00 | 826,50 |
| 360 | 5.810,00 | 5.576,00 | 836,40 |
| 370 | 5.841,00 | 5.598,00 | 839,70 |
| 375 | 5.857,00 | 5.609,00 | 841,35 |
| 380 | 5.872,00 | 5.620,00 | 843,00 |
| 400 | 5.934,00 | 5.664,00 | 849,60 |
| 450 | 6.089,00 | 5.774,00 | 866,10 |

Nourriture : A tous ces salaires de base il faut ajouter la valeur de la nourriture soit : $30,86 \times 24$ jours ouvrés = 740,64 francs.

Logement : La valeur du logement est portée à 308,60 francs à compter du 1^{er} juillet 1989.

GRILLE DE SALAIRES APPLICABLES A COMPTER DU 1^{er} JUILLET 1989

CUISINES

CATEGORIES 3 & 4 ETOILES

Un jour et demi de repos hebdomadaire

CATEGORIE 4 ETOILES

Deux jours de repos hebdomadaire

100 points : 5.203,00

| | 3 ★ | | | 4 ★ 1 j. 1/2 | | | 4 ★ 2 j. | | |
|---|--------------|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | Point à 4.30 | Point à 5.20 | Point à 5.20 | Point à 6.256 | Point à 6.477 | Point à 6.508 | Point à 6.118 | Point à 6.378 | Point à 6.161 |
| Chef de cuisine ayant sous ses ordres : | | | | | | | | | |
| - de 20 à 30 personnes | 460 | Gré à gré | Gré à gré | Gré à gré | Gré à gré | Gré à gré | | | |
| - de 10 à 20 personnes | 400 | Gré à gré | Gré à gré | Gré à gré | Gré à gré | Gré à gré | | | |
| - moins de 10 personnes | 345 | 6.256 | 6.477 | 6.508 | | | | | |
| Pâtissier seul - Chef de partie - Saucier | 270 | 5.933 | 6.087 | 6.118 | | | | | |
| Sous-chef de cuisine | 320 | 6.149 | 6.347 | 6.378 | | | | | |
| Chef de cuisine travaillant seul : | | | | | | | | | |
| Hôtels 3 étoiles | 270 | 5.933 | | | | | | | |
| Hôtels 4 étoiles | | | | | | | | | |
| (repos 1 jour et demi) | 280 | | 6.130 | | | | | | |
| Hôtels 4 étoiles (repos 2 j.) | 280 | | | 6.161 | | | | | |
| Cuisinier travaillant seul ou sous l'autorité du patron assurant effectivement un travail seul : | | | | | | | | | |
| Hôtels 3 étoiles | 265 | 5.913 | | | | | | | |
| Hôtels 4 étoiles | | | | | | | | | |
| (repos 1 jour et demi) | 275 | | 6.113 | | | | | | |
| Hôtels 4 étoiles (repos 2 j.) | 275 | | | 6.154 | | | | | |
| Chef de cantine | 320 | 6.149 | 6.347 | 6.378 | | | | | |
| Communard | 220 | 5.719 | 5.827 | 5.858 | | | | | |
| Commis de cuisine | | Point à 3.10 | Point à 3.35 | | | | | | |
| + de 3 ans de pratique | 210 | 5.544 | 5.572 | 5.647 | | | | | |
| + de 2 ans de pratique | 185 | 5.467 | 5.488 | 5.519 | | | | | |
| - de 2 ans de pratique | 160 | 5.389 | 5.413 | 5.437 | | | | | |

Prime de blanchissage et de salissure :

| | |
|-----------------|--------------------|
| - Veste blanche | 60 francs par mois |
| - Cuisinier | 60 francs par mois |
| - Salissure | 50 francs par mois |

Nourriture : A tous ces salaires de base il faut ajouter la nourriture soit :

| | |
|----------------------------------|--|
| 30,86 × 24 jours = 740,64 francs | (1 jour et demi de repos hebdomadaire) |
| 30,86 × 22 jours = 678,92 francs | (2 jours de repos hebdomadaire). |

Logement : La valeur du logement est portée à 308,60 francs à compter du 1^{er} juillet 1989.

GRILLE DE SALAIRES APPLICABLES A COMPTER DU 1^{er} JUILLET 1989

CATEGORIE 4 ETOILES

Un jour et demi de repos hebdomadaire

100 points : 5.041,00

| Coeff. | Personnel au fixe Point à 3,70 | Personnel au pourboire | |
|--------|--------------------------------|------------------------|-----------------|
| | | Point à 2,40 | Sent. Piens 15% |
| 100 | 5041,00 | 5.041,00 | 756,15 |
| 110 | 5.078,00 | 5.065,00 | 756,15 |
| 115 | 5.096,00 | 5.077,00 | 761,55 |
| 120 | 5.115,00 | 5.089,00 | 763,35 |
| 125 | 5.133,00 | 5.101,00 | 765,15 |
| 130 | 5.152,00 | 5.113,00 | 766,95 |
| 135 | 5.170,00 | 5.125,00 | 768,75 |
| 140 | 5.189,00 | 5.137,00 | 770,55 |
| 145 | 5.207,00 | 5.149,00 | 772,35 |
| 150 | 5.226,00 | 5.161,00 | 774,15 |

| Coeff. | Personnel au fixe Point à 3,70 | Personnel au pourboire | |
|--------|--------------------------------|------------------------|-----------------|
| | | Point à 2,40 | Sent. Piens 15% |
| 155 | 5.244,00 | 5.173,00 | 775,95 |
| 160 | 5.263,00 | 5.185,00 | 777,75 |
| 165 | 5.281,00 | 5.197,00 | 779,55 |
| 170 | 5.300,00 | 5.209,00 | 781,35 |
| 175 | 5.318,00 | 5.221,00 | 783,15 |
| 180 | 5.337,00 | 5.233,00 | 784,95 |
| 185 | 5.355,00 | 5.245,00 | 786,75 |
| 190 | 5.374,00 | 5.257,00 | 788,55 |
| 195 | 5.392,00 | 5.269,00 | 790,35 |
| 200 | 5.411,00 | 5.281,00 | 792,15 |
| 220 | 5.485,00 | 5.329,00 | 799,35 |
| 260 | 5.633,00 | 5.425,00 | 813,75 |
| 270 | 5.670,00 | 5.449,00 | 817,35 |
| 280 | 5.707,00 | 5.473,00 | 820,95 |
| 320 | 5.855,00 | 5.569,00 | 835,35 |
| 330 | 5.892,00 | 5.593,00 | 838,95 |
| 360 | 6.003,00 | 5.665,00 | 849,75 |
| 370 | 6.040,00 | 5.689,00 | 853,35 |
| 375 | 6.058,00 | 5.701,00 | 855,13 |
| 380 | 6.077,00 | 5.713,00 | 856,95 |
| 400 | 6.151,00 | 5.761,00 | 864,15 |
| 450 | 6.336,00 | 5.881,00 | 882,15 |

Nourriture : A tous ces salaires de base il faut ajouter la valeur de la nourriture soit : 30,86 × 24 jours ouvrés = 740,64 francs.

Logement : La valeur du logement est portée à 308,60 francs à compter du 1^{er} juillet 1989.

GRILLE DE SALAIRES APPLICABLES A COMPTER DU 1^{er} JUILLET 1989

CATEGORIE 4 ETOILES

Deux jours de repos hebdomadaire

100 points : 5.072,00

| Coeff. | Personnel au fixe Point à 3,70 | Personnel au pourboire | |
|--------|--------------------------------|------------------------|-----------------|
| | | Point à 2,40 | Sent. Piens 15% |
| 100 | 5.072,00 | 5.072,00 | 760,80 |
| 110 | 5.109,00 | 5.096,00 | 764,40 |
| 115 | 5.127,00 | 5.108,00 | 766,20 |
| 120 | 5.146,00 | 5.120,00 | 768,00 |
| 125 | 5.162,00 | 5.132,00 | 769,80 |
| 130 | 5.183,00 | 5.144,00 | 771,60 |
| 135 | 5.201,00 | 5.156,00 | 773,40 |
| 140 | 5.220,00 | 5.168,00 | 775,20 |
| 145 | 5.238,00 | 5.180,00 | 777,00 |
| 150 | 5.257,00 | 5.192,00 | 778,80 |
| 155 | 5.275,00 | 5.204,00 | 780,60 |
| 160 | 5.312,00 | 5.216,00 | 782,40 |
| 165 | 5.312,00 | 5.228,00 | 784,20 |
| 170 | 5.331,00 | 5.240,00 | 786,00 |
| 175 | 5.349,00 | 5.252,00 | 787,80 |
| 180 | 5.368,00 | 5.264,00 | 789,60 |
| 185 | 5.386,00 | 5.276,00 | 791,40 |
| 190 | 5.405,00 | 5.288,00 | 793,20 |
| 195 | 5.423,00 | 5.300,00 | 795,00 |
| 200 | 5.442,00 | 5.312,00 | 796,80 |
| 220 | 5.516,00 | 5.360,00 | 804,00 |
| 260 | 5.664,00 | 5.456,00 | 818,40 |
| 270 | 5.701,00 | 5.480,00 | 822,00 |
| 280 | 5.738,00 | 5.504,00 | 825,60 |
| 320 | 5.886,00 | 5.600,00 | 840,00 |
| 330 | 5.923,00 | 5.624,00 | 843,60 |
| 360 | 6.034,00 | 5.696,00 | 854,40 |
| 370 | 6.071,00 | 5.720,00 | 858,00 |
| 375 | 6.089,00 | 5.732,00 | 859,80 |
| 380 | 6.108,00 | 5.744,00 | 861,60 |
| 400 | 6.182,00 | 5.792,00 | 868,80 |
| 450 | 6.367,00 | 5.912,00 | 886,80 |

Nourriture : A tous ces salaires de base il faut ajouter la valeur de la nourriture soit pour 22 jours ouvrés = $30,86 \times 22 = 678,92$ francs.

Logement : La valeur du logement est portée à 308,60 francs à compter du 1^{er} juillet 1989.

GRILLE DE SALAIRES APPLICABLES A COMPTER DU 1^{er} JUILLET 1989
4 ETOILES LUXE ET PALACE
 Un jour et demi de repos hebdomadaire
 100 points : 5.073,00

| Coef. | Personnel au fixe Point à 4.60 | Personnel au pourboire Point à 2.65 | Cuisine |
|-------|-----------------------------------|--|-----------------------|
| 100 | 5.073,00 | 5.073,00 | Point à 6.20 |
| 110 | 5.119,00 | 5.099,50 | |
| 115 | 5.142,00 | 5.112,75 | 100 points = 5.203,00 |
| 120 | 5.165,00 | 5.126,00 | |
| 125 | 5.188,00 | 5.139,25 | 480 Gré à Gré |
| 130 | 5.211,00 | 5.152,50 | 460 Gré à Gré |
| 135 | 5.234,00 | 5.166,75 | 345 6.722,00 |
| 140 | 5.257,00 | 5.179,00 | 330 6.622,00 |
| 145 | 5.280,00 | 5.192,25 | 300 6.443,00 |
| 150 | 5.303,00 | 5.205,50 | 280 6.319,00 |
| 155 | 5.326,00 | 5.218,75 | 270 6.257,00 |
| 160 | 5.349,00 | 5.232,00 | 260 6.195,00 |
| 165 | 5.372,00 | 5.245,25 | 220 5.947,00 |
| 170 | 5.395,00 | 5.258,50 | 210 5.885,00 |
| 175 | 5.418,00 | 5.271,75 | |
| 180 | 5.441,00 | 5.285,00 | |
| 185 | 5.464,00 | 5.308,25 | |
| 190 | 5.487,00 | 5.311,50 | Point à 4.60 |
| 195 | 5.510,00 | 5.324,75 | |
| 200 | 5.533,00 | 5.239,00 | |
| 220 | 5.625,00 | 5.391,00 | |
| 260 | 5.809,00 | 5.497,00 | 185 5.594,00 |
| 270 | 5.855,00 | 5.523,50 | 160 5.479,00 |
| 280 | 5.901,00 | 5.550,00 | |
| 320 | 6.085,00 | 5.656,00 | |
| 330 | 6.131,00 | 5.682,50 | |
| 360 | 6.269,00 | 5.762,00 | |
| 370 | 6.315,00 | 5.788,50 | |
| 375 | 6.338,00 | 5.801,75 | |
| 380 | 6.361,00 | 5.815,00 | |
| 400 | 6.453,00 | 5.868,00 | |

Nourriture : A tous ces salaires de base il faut ajouter la valeur de la nourriture soit : $30,86 \times 24$ jours ouvrés = 740,64 francs.

Logement : La valeur du logement est portée à 308,60 francs à compter du 1^{er} juillet 1989.

GRILLE DE SALAIRES APPLICABLES A COMPTER DU 1^{er} JUILLET 1989
4 ETOILES LUXE ET PALACE
 Deux jours de repos hebdomadaire
 100 points : 5.105,00

| Coef. | Personnel au fixe Point à 4.60 | Personnel au pourboire Point à 2.65 | Cuisine |
|-------|-----------------------------------|--|--------------------|
| 100 | 5.105,00 | 5.105,00 | Point à 6.20 |
| 110 | 5.151,00 | 5.131,50 | |
| 115 | 5.174,00 | 5.144,75 | 100 points = 5.234 |
| 120 | 5.197,00 | 5.158,00 | 480 Gré à gré |
| 125 | 5.220,00 | 5.171,25 | 460 Gré à gré |
| 130 | 5.243,00 | 5.184,50 | 345 6.753,00 |
| 135 | 5.266,00 | 5.197,75 | 330 6.660,00 |
| 140 | 5.289,00 | 5.211,00 | 300 6.474,00 |
| 145 | 5.312,00 | 5.224,25 | 280 6.350,00 |
| 150 | 5.335,00 | 5.237,50 | 270 6.288,00 |
| 155 | 5.358,00 | 5.250,75 | 260 6.226,00 |
| 160 | 5.381,00 | 5.264,00 | 220 5.978,00 |
| 165 | 5.404,00 | 5.277,25 | 210 5.916,00 |

| Coef. | Personnel au fixe Point à 4.60 | Personnel au pourboire Point à 2.65 | Cuisine |
|-------|-----------------------------------|--|--------------|
| 170 | 5.427,00 | 5.290,50 | |
| 175 | 5.450,00 | 5.303,75 | |
| 180 | 5.473,00 | 5.317,00 | |
| 185 | 5.496,00 | 5.330,25 | |
| 190 | 5.519,00 | 5.343,50 | |
| 195 | 5.542,00 | 5.356,75 | |
| 200 | 5.565,00 | 5.370,00 | |
| 220 | 5.657,00 | 5.423,00 | Point à 4.60 |
| 260 | 5.841,00 | 5.529,00 | |
| 270 | 5.887,00 | 5.555,50 | |
| 280 | 5.933,00 | 5.582,00 | 185 5.625,00 |
| 320 | 6.117,00 | 5.688,00 | 160 5.510,00 |
| 330 | 6.163,00 | 5.714,50 | |
| 360 | 6.301,00 | 5.794,00 | |
| 370 | 6.347,00 | 5.820,50 | |
| 375 | 6.370,00 | 5.833,75 | |
| 380 | 6.393,00 | 5.847,00 | |
| 400 | 6.485,00 | 5.900,00 | |

Nourriture : A tous ces salaires de base il faut ajouter la valeur de la nourriture soit : $30,86 \times 22$ jours ouvrés = 678,92 francs.

Logement : La valeur du logement est portée à 308,60 francs à compter du 1^{er} juillet 1989.

GRILLE DE SALAIRES APPLICABLES A COMPTER DU 1^{er} JUILLET 1989
4 ETOILES LUXE ET PALACE
DE GRANDE CAPACITE
 Deux jours de repos hebdomadaire
 100 points : 5.303,00

| Coef. | Personnel au fixe Point à 4.60 | Personnel au pourboire Point à 2.65 | Cuisine |
|-------|-----------------------------------|--|---------------|
| 100 | 5.303,00 | 5.303,00 | Point à 6.20 |
| 110 | 5.349,00 | 5.329,50 | |
| 115 | 5.372,00 | 5.342,75 | 480 Gré à gré |
| 120 | 5.395,00 | 5.356,00 | 460 Gré à gré |
| 125 | 5.418,00 | 5.369,25 | 345 6.903,00 |
| 130 | 5.441,00 | 5.382,50 | 330 6.810,00 |
| 135 | 5.464,00 | 5.395,75 | 280 6.460,00 |
| 140 | 5.487,00 | 5.409,00 | 300 6.624,00 |
| 145 | 5.510,00 | 5.422,25 | 270 6.438,00 |
| 150 | 5.533,00 | 5.435,50 | 260 6.376,00 |
| 155 | 5.556,00 | 5.448,75 | 230 6.190,00 |
| 160 | 5.579,00 | 5.462,00 | 2.0 6.066,00 |
| 165 | 5.602,00 | 5.475,25 | |
| 170 | 5.625,00 | 5.488,50 | |
| 175 | 5.648,00 | 5.501,75 | |
| 180 | 5.671,00 | 5.515,00 | |
| 185 | 5.694,00 | 5.528,25 | Point à 4.60 |
| 190 | 5.717,00 | 5.541,50 | |
| 195 | 5.740,00 | 5.562,75 | |
| 200 | 5.763,00 | 5.568,00 | 185 5.677 |
| 220 | 5.855,00 | 5.621,00 | 160 5.660 |
| 260 | 6.039,00 | 5.727,00 | |
| 270 | 6.085,00 | 5.753,50 | |
| 280 | 6.131,00 | 5.780,00 | |
| 320 | 6.315,00 | 5.886,00 | |
| 330 | 6.361,00 | 5.912,50 | |
| 360 | 6.499,00 | 5.992,00 | |
| 370 | 6.545,00 | 6.018,50 | |
| 375 | 6.568,00 | 6.031,75 | |
| 380 | 6.591,00 | 6.045,00 | |
| 400 | 6.683,00 | 6.098,00 | |

Nourriture : A tous ces salaires de base il faut ajouter la valeur de la nourriture soit : $30,86 \times 22$ jours ouvrés = 678,92 francs.

Logement : La valeur du logement est portée à 308,60 francs à compter du 1^{er} juillet 1989.

Rappel S.M.I.C. au 1^{er} juillet 1989 :

Horaires : 29,91 F

Mensuel (pour 39 heures hebdomadaires) : 5.054,79 F

Il est rappelé que conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel n° 63.131 du 21 mai 1963 fixant les taux minima des salaires, les rémunérations minimales doivent être majorées d'une indemnité exceptionnelle de 5 % de leur montant. Cette indemnité ne donne pas lieu aux versements et aux retenues prévues au titre de la législation sociale et de la législation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

MAIRIE

Avis de vacance d'emplacement au Marché de La Condamine.

Le Maire fait connaître qu'un emplacement de 29,75 m² de vente de fruits et de légumes va être vacant au marché extérieur de la Condamine à compter du 1^{er} octobre 1989.

Les personnes intéressées sont priées de s'adresser directement au Service du Commerce et des Halles & Marchés - Tél. : 93.15.28.63 dans un délai de 5 jours à dater du présent avis au « Journal de Monaco ».

INFORMATIONS

Monaco, capitale mondiale de l'athlétisme

Le 1^{er} septembre, durant quelques heures, Monaco sera sans nul doute le point du monde où seront rassemblés le plus grand nombre d'athlètes parmi les meilleurs du moment. En effet, le désormais traditionnel meeting « Herculis » organisé au Stade Louis II par la Fédération Monégasque d'Athlétisme, prendra cette année une dimension exceptionnelle en servant de cadre à la finale du Grand Prix I.A.A.F./Mobil.

Au terme d'un circuit international au cours duquel les champions ont, chacun dans leur spécialité, additionné des points, les mieux classés d'entre eux s'affronteront au cours de cette « finale » qui comprendra seize épreuves officielles et trois épreuves « invités » hors Grand Prix. En voici le programme :

| | | |
|---------|-----------------------------|--------|
| 16 h 30 | Séries 4 × 400 m (F) | |
| 16 h 45 | Séries 4 × 400 m (H) | |
| 17 h 15 | 1.000 m Régionaux | |
| 18 h 40 | Finale 4 × 400 m (F) | |
| 18 h 45 | Finale 4 × 400 m (H) | |
| 18 h 55 | Perche | « GP » |
| 19 h 00 | Présentations des Champions | |
| 19 h 20 | Disque (H) | « GP » |
| 19 h 25 | Longueur (F) | « GP » |
| 19 h 30 | 400 m haies (F) | « GP » |
| 19 h 35 | Hauteur (F) | « GP » |
| 19 h 40 | 200 m (H) | « GP » |
| 19 h 45 | 3.000 m (F) | « GP » |
| 20 h 00 | 400 m (H) | « GP » |
| 20 h 05 | 800 m (F) | « GP » |
| 20 h 15 | 110 m haies (H) | « GP » |
| 20 h 20 | Poids (F) | « GP » |
| 20 h 25 | 1.500 m (H) | « GP » |

| | | |
|---------|-------------------|--------|
| 20 h 30 | Javelot (H) | « GP » |
| 20 h 35 | 100 m (F) | « GP » |
| 20 h 40 | 5.000 m (H) | « GP » |
| 21 h 00 | 100 m haies (F) | |
| 21 h 10 | Mile (F) | « GP » |
| 21 h 20 | 100 m (H) | |
| 21 h 30 | 3.000 stoeple (H) | |

Gageons qu'un public nombreux viendra encourager et applaudir ces reines et rois du Stade qui auront à cœur de remporter la victoire pour consacrer leur suprématie mais aussi de battre des records.

*
* *

IXème Festival Mondial du Théâtre Amateur de Monaco

Programme des spectacles

le 25 août

Salle Garnier

Canada - France - Suisse

Theâtre Princesse Grace

Japon - Italie - Suède

le 26 août

Salle Garnier

Suisse - France - Canada

Theâtre Princesse Grace

R.F. Allemagne - Espagne - Royaume-Uni

le 28 août

Salle Garnier

Etats-Unis - Tchécoslovaquie - Pologne

Theâtre Princesse Grace

Royaume-Uni - Espagne - R.F. Allemagne

le 29 août

Salle Garnier

Pologne - Tchécoslovaquie - Etats-Unis

Theâtre Princesse Grace

Danemark - Irlande - Finlande

le 30 août

Salle Garnier

Maurice - Bulgarie - Mexique

Theâtre Princesse Grace

Irlande - Danemark - Finlande

le 31 août

Salle Garnier

Maurice - Bulgarie - Mexique

Theâtre Princesse Grace

Pays-Bas - Portugal - U.R.S.S.

le 1^{er} septembre

Theâtre Princesse Grace

U.R.S.S. - Portugal - Pays-Bas

*
* *

*La semaine en Principauté***Manifestations et spectacles divers***Musée Océanographique*

Projections cinématographiques à partir de 9 h 45,
jusqu'au 29 août : « *La Vie sous un océan de glace* »
du 30 août au 5 septembre : « *Blizzard à Esperanza* »

Place du Palais

le 31 août, à 11 h
Concert par la fanfare de la Compagnie des Carabiniers du Prince.

Monte-Carlo Sporting Club

du 25 au 27 août,
Dîners-spectacles avec, en vedette, *Dori Ghezzi*
du 1^{er} au 3 septembre,
Dîners-spectacles avec, en vedette, *Paolo Conte*.

Expositions*Jardins et Atrium du Casino*

jusqu'au 30 septembre,
11^{ème} Biennale de Sculpture présentée par la *Galerie Marisa Del Re*
de New-York avec le concours de la Société des Bains de Mer.

Hôtel de Paris (Salon Beaumarchais)

jusqu'au 27 août,
Exposition des œuvres du peintre *Shildon Goldstein*.

Congrès

Centre de Congrès Auditorium et Centre de Rencontres Internationales

du 2 au 7 septembre,
Rendez-vous de Septembre des Assureurs

Hôtel Beach Plaza

du 28 août au 2 septembre
Top Trend
du 30 août au 2 septembre
Effestudio

Sports*Monte-Carlo Golf Club*

le 27 août
Challenge Lukinoivic - Greesome - Stableford
le 3 septembre,
Les Prix Pasquier - Médal

*
* *

INSERTIONS LÉGALES ET ANNONCES**GREFFE GENERAL****AVIS**

Par jugement en date de ce jour, le Tribunal de Première Instance de Monaco a homologué en sa forme et teneur la cession du droit au bail en date du 26 juillet 1989, de la liquidation des biens de la dame Mara

POZZATI, Commerçante sous l'enseigne « LA GRIFFE ».

Monaco, le 11 août 1989.

P. Le Greffier en Chef
Le Greffier en chef adjoint,
C. BIMA.

Etude de M^e Louis-Constant CROVETTO
Docteur en Droit - Notaire
26, avenue de la Costa - Monte-Carlo

**« SOCIETE MONEGASQUE
DE CYLINDRAGE »**
en abrégé « **S.C.L. MONACO** »
(Société Anonyme Monégasque)

DISSOLUTION

I^o - Aux termes d'un procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 22 mai 1989, les actionnaires de la « SOCIETE MONEGASQUE DE CYLINDRAGE » dont le siège social est 5, rue Baron de Sainte-Suzanne à Monaco, au capital de 250.000 francs, ont :

- Décidé la dissolution anticipée de la société.
- Fixé le siège de la liquidation au siège social.
- Et nommé comme liquidateur sans limitation de durée avec les pouvoirs les plus étendus pour procéder aux opérations de liquidation, M. Claude LEMAN.

II^o - L'original dudit procès-verbal et de la feuille de présence, ont été déposés au rang des minutes de M^e Crovetto, par acte du 11 août 1989.

III^o - Une expédition de l'acte précité a été déposée au Greffe des Tribunaux de la Principauté de Monaco, ce jour même.

Monaco, le 25 août 1989.

Signé : L.-C. CROVETTO.

Etude de M^e Jean-Charles REY
Docteur en Droit - Notaire
2, rue Colonel Bellando de Castro - Monaco

**« INSTITUT D'ETUDES
TERTIAIRES »**
(en abrégé « I.E.T. » S.A.M.)
(Société Anonyme Monégasque)

APPORT D'ENSEIGNEMENT LIBRE

Deuxième Insertion

Aux termes de l'article 6 des statuts de la société anonyme monégasque dénommée « INSTITUT D'ETUDES TERTIAIRES » (en abrégé « I.E.T. » S.A.M.), au capital de 800.000 francs et avec siège social Stade Louis II, Entrée H, numéro 2, avenue Prince Héréditaire Albert, à Monaco-Condamine,

† M. Xavier François BALDACCHINO enseignant libre, et Mme Odile FAUTHOUS, enseignante libre, son épouse, domiciliés et demeurant ensemble « Villa Orietta », numéro 164, avenue du Sémaphore, à Roquebrune Cap-Martin (Alpes-Maritimes),

ont fait apport à ladite société « INSTITUT D'ETUDES TERTIAIRES » (en abrégé « I.E.T. » S.A.M.),

du fonds d'Enseignement Privé, exploité au Stade Louis II, entrée H, à Monaco Fontvieille.

Oppositions, s'il y a lieu, au siège du fonds dans les dix jours de la présente insertion.

Monaco, le 25 août 1989.

Signé : J.-C. REY.

Etude de M^e Jean-Charles REY
Docteur en Droit - Notaire
2, rue Colonel Bellando de Castro - Monaco

CESSION DE DROIT AU BAIL

Première Insertion

Aux termes d'un acte reçu par le notaire soussigné le 7 mars 1989, M. Jean-Claude SIRERA, demeurant 42, quai des Sanbarbani, à Monaco, a cédé à M. Frédéric SZYMANIAK et Mme Carmela BONFIGLIO, son

épouse, demeurant 310, cours du Centenaire, à Menton, le droit au bail des locaux sis « Le Trocadéro B », 45, avenue de Grande-Bretagne, à Monte-Carlo.

Oppositions s'il y a lieu, en l'Etude du notaire soussigné dans les dix jours de la deuxième insertion.

Monaco, le 25 août 1989.

Signé : J.-C. REY.

RESILIATION DE GERANCE LIBRE

Deuxième Insertion

Aux termes d'un acte sous seings privés en date à Monaco du 9 août 1989 M. et Mme RECLUS, demeurant 43, bd du Jardin Exotique, à Monaco, et la société en nom collectif « ARINI, BIGAZZI, CANESTRELLI, TORO », ont résilié par anticipation, la gérance libre concernant un fonds de commerce de restaurant à l'enseigne « L'ORCHIDEA D'ORO », exploité 43, bd du Jardin Exotique à Monaco.

Oppositions s'il y a lieu, au domicile de M. et Mme RECLUS dans les dix jours de la présente insertion.

Monaco, le 25 août 1989.

RESILIATION DE DROITS LOCATIFS

Deuxième Insertion

Aux termes d'un acte sous seings privés en date à Monaco du 11 août 1989 la société anonyme de droit panaméen dénommée « CLOSTIL INVESTMENTS S.A. » avec siège à Panama, et M. Henri RECLUS, employé, et Mme Marie-Louise LALASSERE, commerçante, son épouse, demeurant ensemble 43, bd du Jardin Exotique, à Monaco, ont résilié le bail profitant à ces derniers, concernant divers locaux au rez-de-chaussée et sous-sol d'un immeuble sis 43, bd du Jardin Exotique, à Monaco.

Oppositions s'il y a lieu, en l'Etude de M^e Jean-Charles Rey, notaire à Monaco dans les dix jours de la présente insertion.

Monaco, le 25 août 1989.

S.A.M. « SOCIETE DES BAZARS MONEGASQUES »

Société Anonyme Monégasque
au capital de 250.000 francs
Siège social : 1, quai Albert 1^{er} - Monaco

AVIS DE CONVOCATION

Messieurs les actionnaires sont convoqués en assemblée générale ordinaire le 11 septembre 1989 à 11 heures, au siège social de la S.A.M. « COMPTOIR MONEGASQUE GENERAL D'ALIMENTATION ET DE BAZAR », anciennement « SOCIETE MONEGASQUE DES MAGASINS PRINTANIA », 30, bd Princesse Charlotte à Monte-Carlo, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice clos le 28 février 1989.
- Rapport des Commissaires aux comptes sur le même exercice.
- Approbation des comptes ; affectation du bénéfice.
- Quitus à donner aux administrateurs en fonction.
- Autorisation à donner aux administrateurs en conformité de l'article 23 de l'ordonnance souveraine du 5 mars 1895.
- Fixation des honoraires des Commissaires aux comptes.
- Ratification des indemnités allouées à un administrateur.
- Questions diverses.

Le Conseil d'Administration.

INNOVATION GENERALE « INNOGE »

Société Anonyme Monégasque
au capital de 5.500.000 francs
Siège social : Les Industries - Rue de l'Industrie
Monaco

AVIS DE CONVOCATION

Les actionnaires de la société anonyme dite « INNOVATION GENERALE » en abrégé « INNOGE » sont convoqués en assemblée générale ordinaire annuelle au siège social le mardi 17 septembre

1989 à 16 heures à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux comptes.
- Examen et approbation des comptes de l'exercice clos le 31 mars 1989.
- Quitus aux administrateurs.
- Affectation des résultats.
- Approbation s'il y a lieu, des opérations visées par les dispositions de l'article 23 de l'ordonnance souveraine du 5 mars 1895 et autorisation à renouveler aux administrateurs en conformité dudit article.
- Ratification de nominations d'administrateurs.
- Honoraires des Commissaires aux comptes.
- Questions diverses.

Le Conseil d'Administration.

SOCIETE MONEGASQUE D'AVANCES ET DE RECOUVREMENT

Société Anonyme Monégasque
au capital de 100.000 francs
Siège social : Sporting d'Hiver - B.P. 3
Monaco Cédex

AVIS DE CONVOCATION

Messieurs les actionnaires de la Société Monégasque d'Avances et de Recouvrement sont convoqués, en assemblée générale ordinaire au siège social, le 22 septembre 1989 à quinze heures, avec l'ordre du jour suivant :

- Rapport du Conseil d'Administration sur la marche de la société pendant l'exercice 1988-1989.
- Rapport des Commissaires sur les comptes dudit exercice.
- Lecture du Bilan et du Compte de Pertes et Profits établis au 31 mars 1989 ; approbation de ces comptes et quitus à donner aux administrateurs pour leur gestion et quitus définitif à M. Jean BROCC, Administrateur, décédé au cours de l'exercice.
- Affectation des résultats.
- Ratification de la nomination d'un administrateur.

- Autorisation à donner aux administrateurs conformément à l'article 23 de l'ordonnance souveraine du 5 mars 1895.

- Questions diverses.

Le Conseil d'Administration.

S.A.M. D'ENTREPRISE DE SPECTACLES

Société Anonyme Monégasque
au capital de 250.000 francs
« Les Terrasses du Casino » - B.P. 139
Monaco Cédex

AVIS DE CONVOCATION

Messieurs les actionnaires de la société anonyme monégasque d'Entreprise de Spectacles sont convoqués, en assemblée générale ordinaire au siège social, le

22 septembre 1989, à dix-sept heures, avec l'ordre du jour suivant :

- Rapport du Conseil d'Administration sur la marche de la société pendant l'exercice 1988-1989.

- Rapport des Commissaires sur les comptes dudit exercice.

- Lecture du Bilan et du Compte de Pertes et Profits établis au 31 mars 1989 ; approbation de ces comptes et quitus à donner aux administrateurs pour leur gestion.

- Affectation des résultats.

- Renouvellement des mandats des administrateurs.

- Nomination des Commissaires aux comptes.

- Autorisation à donner aux administrateurs conformément à l'article 23 de l'ordonnance souveraine du 5 mars 1895.

- Questions diverses.

Le Conseil d'Administration.

FONDS COMMUNS DE PLACEMENTS

VALEUR LIQUIDATIVE

Ordonnance Souveraine n° 9.041 du 9 novembre 1987.

| Fonds Communs de Placement | Date d'agrément | Société de gestion | Valeur liquidative au 18 août 1989 |
|-------------------------------|--------------------|---------------------------------|--|
| Monaco Patrimoine | 26.09.1988 | Compagnie Monégasque de Gestion | 10.938,55 F |
| Azur Sécurité | 18.10.1988 | Barclays Gestion | 5.341,17 F |
| Paribas Monaco Oblifranc | 03.11.1988 | Paribas Asset Management S.A.M. | 1.049,41 F |
| Paribas Monaco Patrimoine | 03.11.1988 | Paribas Asset Management S.A.M. | 1.079,45 F |
| Lion Invest Monaco | 17.10.1988 | Epargne collective | 10.717,66 F |
| Monaco valeur 1 | 30.01.1989 | Somoval | 1.057,49 F |
| MC Court terme | 24.04.1989 | Sagefi S.A.M. | 5.078,00 F |
| MC Placement oblig | 24.04.1989 | Sagefi S.A.M. | 5.015,09 F |
| Monacanthé | 02.05.1989 | Interépargne | 102,78 F |

Le Gérant du Journal : Jean-Claude MICHEL

IMPRIMERIE DE MONACO
